



VILLE DE COTEAU-DU-LAC

**RÈGLEMENT
DE PERMIS ET DE CERTIFICATS
URB 303**

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE
DU
RÈGLEMENT DE PERMIS ET DE CERTIFICATS URB-303**

*La présente codification administrative réunit le texte du « **Règlement de permis et de certificats URB-303**», entré en vigueur le 21 septembre 2010, ainsi que les modifications qui ont été apportées par les règlements suivants :*

- *Règlement URB-303.1, entré en vigueur le 12 avril 2014.*
- *Règlement URB 334, entré en vigueur le 10 mai 2018*
- *Règlement URB-303.2, entré en vigueur le 12 août 2020*
- *Règlement URB-303.3, entré en vigueur le 8 août 2023*

Il s'agit d'un document de référence qui ne peut être considéré comme une version officielle; il est nécessaire de se référer aux règlements pour valoir comme textes officiels.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES	1-2
SECTION 1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	1-2
ARTICLE 1	TITRE DU RÈGLEMENT	1-2
ARTICLE 2	RÈGLEMENT REMPLACÉ	1-2
ARTICLE 3	TERRITOIRE ASSUJETTI.....	1-2
SECTION 2	DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES.....	1-3
ARTICLE 4	INTERPRÉTATION DU TEXTE.....	1-3
ARTICLE 5	INTERPRÉTATION DES TABLEAUX	1-3
ARTICLE 6	MESURES	1-3
ARTICLE 7	TERMINOLOGIE.....	1-3
CHAPITRE 2	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	2-1
SECTION 1	ADMINISTRATION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT	2-1
ARTICLE 8	ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT	2-1
ARTICLE 9	APPLICATION DU RÈGLEMENT.....	2-1
ARTICLE 10	DEVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE.....	2-1
ARTICLE 11	POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE	2-2
ARTICLE 12	ADMINISTRATION	2-3
ARTICLE 13	DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'OCCUPANT D'UN BIEN MEUBLE OU IMMEUBLE	2-4
ARTICLE 14	DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS DU REQUÉRANT D'UN PERMIS OU D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION.....	2-4
SECTION 2	DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS	2-7
ARTICLE 15	GÉNÉRALITÉS	2-7
SECTION 3	OBLIGATION D'OBTENIR UN PERMIS OU CERTIFICAT	2-8
ARTICLE 16	PERMIS DE LOTISSEMENT	2-8
ARTICLE 17	PERMIS DE CONSTRUCTION ET CERTIFICAT D'AUTORISATION	2-8
ARTICLE 18	CERTIFICAT D'OCCUPATION COMMERCIALE.....	2-11
ARTICLE 19	CERTIFICAT D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT SUPPLÉMENTAIRE.....	2-11

CHAPITRE 3	DOCUMENTS ET PLANS EXIGÉS LORS D'UNE DEMANDE DE PERMIS OU DE CERTIFICAT	3-1
SECTION 1	DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMIS DE LOTISSEMENT	3-1
ARTICLE 20	PERMIS DE LOTISSEMENT	3-1
ARTICLE 21	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX PLANS DE REMPACEMENT EN TERRITOIRE RÉNOVÉ.....	3-2
SECTION 2	DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMIS DE CONSTRUCTION.....	3-3
ARTICLE 22	PERMIS DE CONSTRUCTION POUR UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE	3-3
ARTICLE 23	PERMIS DE CONSTRUCTION POUR UNE INSTALLATION SEPTIQUE.....	3-8
SECTION 3	DISPOSITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS D'AUTORISATION.....	3-11
ARTICLE 24	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR DÉMOLITION.....	3-11
ARTICLE 25	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE TRANSPORT D'UN BÂTIMENT	3-13
ARTICLE 26	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'UTILISATION D'UNE VOIE PUBLIQUE LORS DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION	3-13
ARTICLE 27	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AFFICHAGE.....	3-14
ARTICLE 28	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UNE CONSTRUCTION OU ÉQUIPEMENT ACCESSOIRE TEMPORAIRE	3-15
ARTICLE 29	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LA VENTE DE FLEURS, LA VENTE D'ARBRES DE NOËL OU LA VENTE DE PRODUITS AGRICOLAS	3-15
ARTICLE 30	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR DÉBLAI OU REMBLAI	3-16
ARTICLE 31	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR OUVRAGE EN ZONE INONDABLE SUR LA RIVE OU LE LITTORAL	3-17
ARTICLE 32	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'ABATTAGE D'ARBRES	3-17
ARTICLE 33	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE BRANCHEMENT OU DÉBRANCHEMENT À L'ÉGOUT OU À L'AQUEDUC	3-19
ARTICLE 34	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN OUVRAGE DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES	3-19
ARTICLE 35	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE COLPORTAGE, LA MENDICITÉ ET LA SOLLICITATION DE DONS	3-22
ARTICLE 36	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'ARROSAGE DE PELOUSE EN DEHORS DES JOURS ET DES HEURES PRÉVUS.....	3-22
ARTICLE 37	CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'UTILISATION D'UNE BORNE FONTAINE	3-22

ARTICLE 38	CERTIFICAT D’AUTORISATION POUR L’INSTALLATION D’UNE TOUR OU UN ÉQUIPEMENT DE COMMUNICATION	3-23
ARTICLE 38.1	PERMIS OU CERTIFICAT D’AUTORISATION POUR TOUTE INTERVENTION PROJETÉE DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENT DE TERRAIN	3-23
SECTION 4	DISPOSITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS D’OCCUPATION.....	3-29
ARTICLE 39	CERTIFICAT D’OCCUPATION COMMERCIALE.....	3-29
ARTICLE 40	CERTIFICAT D’OCCUPATION D’UN LOGEMENT SUPPLÉMENTAIRE.....	3-29
CHAPITRE 4	CONDITIONS D’ÉMISSION DES PERMIS ET CERTIFICATS.....	4-1
ARTICLE 41	PERMIS DE LOTISSEMENT	4-1
ARTICLE 42	PERMIS DE CONSTRUCTION	4-1
ARTICLE 43	CERTIFICAT D’AUTORISATION.....	4-3
ARTICLE 44	CERTIFICAT D’OCCUPATION.....	4-3
CHAPITRE 5	DÉLAI DE DÉLIVRANCE, DURÉE DE VALIDITÉ ET NULLITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS.....	5-4
ARTICLE 45	DÉLAI DE DÉLIVRANCE.....	5-2
ARTICLE 46	DURÉE DE VALIDITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS	5-2
ARTICLE 47	CAS DE NULLITÉ D’UN PERMIS OU D’UN CERTIFICAT D’AUTORISATION	5-3
CHAPITRE 6	TARIFICATION	6-1
ARTICLE 48	TARIFS DES PERMIS ET CERTIFICATS	6-1
ARTICLE 49	ENTRÉE EN VIGUEUR	6-6

CHAPITRE 1 **DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES**

SECTION 1 **DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

ARTICLE 1 **TITRE DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement est intitulé «Règlement sur les permis et certificats de la Ville de Coteau-du-Lac.»

ARTICLE 2 **RÈGLEMENT REMPLACÉ**

Sont remplacés par le présent règlement, le règlement relatif à l'émission des permis et certificats concernant le zonage, le lotissement et la construction, numéro 117 et tous ses amendements à ce jour.

ARTICLE 3 **TERRITOIRE ASSUJETTI**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Ville de Coteau-du-lac

SECTION 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 4 INTERPRÉTATION DU TEXTE

De façon générale, l'interprétation du texte doit respecter les règles suivantes :

- 1) les titres contenus dans ce règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et les titres, le texte prévaut;
- 2) l'emploi des verbes au présent inclut le futur;
- 3) les mots écrits au singulier comprennent le pluriel et le pluriel comprend le singulier, chaque fois que le contexte se prête à cette extension;
- 4) toute disposition spécifique du présent règlement prévaut sur une disposition générale contradictoire.

ARTICLE 5 INTERPRÉTATION DES TABLEAUX

Les tableaux, diagrammes, graphiques, symboles et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit, contenus dans ce règlement et auxquels il y est référé, en font partie intégrante à toutes fins que de droit.

En cas de contradiction entre le texte et les tableaux, diagrammes, graphiques, symboles et autres formes d'expression, le texte prévaut.

ARTICLE 6 MESURES

Toutes les mesures données dans le présent règlement sont en système international (SI).

ARTICLE 7 TERMINOLOGIE

Les expressions, termes et mots utilisés dans le présent règlement ont le sens et l'application qui leur sont attribués au chapitre traitant de la terminologie du règlement de zonage, en vigueur, de la Ville de Coteau-du-Lac.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

SECTION 1 ADMINISTRATION ET APPLICATION DU RÈGLEMENT

ARTICLE 8 ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT

L'administration du présent règlement est confiée au Responsable du Service de l'urbanisme de la Ville de Coteau-du-lac.

ARTICLE 9 APPLICATION DU RÈGLEMENT

L'application, la surveillance et le contrôle du présent règlement relèvent du Responsable du Service de l'urbanisme. Des représentants ayant les mêmes pouvoirs et devoirs sont désignés par résolution du Conseil municipal. Le Responsable du Service de l'urbanisme et ses représentants autorisés constituent donc l'autorité compétente. Dans le présent règlement, l'utilisation de l'expression «Service de l'urbanisme» équivaut à l'utilisation de l'expression «autorité compétente».

ARTICLE 10 DEVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

En regard des attributions qui lui sont conférées, de l'application des différentes dispositions contenues dans le présent règlement et dans tout autre règlement d'urbanisme, l'autorité compétente doit :

- 1) veiller à faire appliquer toutes les dispositions contenues dans les règlements d'urbanisme;
- 2) faire l'étude des dossiers relatifs à toute demande de permis et certificat;
- 3) analyser la conformité des plans et documents soumis aux dispositions des règlements d'urbanisme;
- 4) émettre les permis et les certificats lorsque le requérant s'est conformé en tout point aux règlements applicables;
- 5) lorsque l'autorité compétente constate une contravention aux règlements d'urbanisme, elle doit en aviser le contrevenant et le propriétaire (s'il y a lieu) en émettant un avis d'infraction ou en lui faisant parvenir une lettre à l'intérieur de laquelle on lui explique la nature de l'infraction reprochée tout en lui enjoignant de se conformer aux règlements dans un délai prescrit, déterminé en fonction de la nature de l'infraction;
- 6) prendre les mesures requises pour faire empêcher ou suspendre tous travaux de construction faits en contravention aux règlements d'urbanisme.

ARTICLE 11

POUVOIRS DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

En regard des attributions qui lui sont conférées, de l'application des différentes dispositions contenues dans le présent règlement municipal et dans tout autre règlement d'urbanisme, l'autorité compétente peut :

- 1) refuser d'émettre un permis ou un certificat lorsque :
 - a) les renseignements fournis ne permettent pas de déterminer si le projet est conforme aux règlements d'urbanisme;
 - b) les renseignements et documents fournis sont inexacts ou erronés;
 - c) le permis et ou le certificat permettrait un usage ou des travaux non autorisés par l'un ou l'autre des règlements d'urbanisme;
 - d) des travaux effectués antérieurement sur cette même construction ou partie de construction n'ont jamais été parachevés.
- 2) exiger du propriétaire qu'il fournisse à ses frais, tout autre renseignement, détail, plan ou attestation professionnelle de même qu'un rapport présentant les conclusions et recommandations relatives au projet nécessaire à la complète compréhension de la demande ou pour s'assurer de la parfaite observance des différentes dispositions de tout règlement applicable ou pour s'assurer que la sécurité publique ou l'environnement ne seront pas indûment mis en cause;
- 3) prendre les mesures requises pour faire évacuer provisoirement toute construction qui pourrait mettre en péril ou compromettre la sécurité d'autrui et faire exécuter tout ouvrage de consolidation pour assurer la sécurité de la construction;
- 4) empêcher ou suspendre tous travaux de construction non conformes aux règlements d'urbanisme;
- 5) visiter et inspecter toutes les propriétés immobilières, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur pour lesquelles un permis ou un certificat a été émis ou pour s'assurer de l'observance des différents règlements d'urbanisme. Le propriétaire, le locataire ou l'occupant a alors l'obligation de laisser l'autorité compétente faire son travail;
- 6) empêcher ou suspendre l'occupation, l'utilisation, l'excavation ou le haussement d'un terrain et la construction, l'utilisation, l'installation, la modification, la démolition, le déplacement ou le transport d'un bâtiment, de même que tout ce qui se trouve érigé ou placé sur le terrain ou placé dans ou sur le bâtiment, ou qui s'y trouve rattaché en contravention avec les règlements d'urbanisme;

- 7) décider que des matériaux, des dispositifs ou une construction soient soumis à des épreuves ou que l'on soumette une preuve aux frais du propriétaire ou de son agent, lorsque de l'avis de l'autorité compétente, ces épreuves ou cette preuve sont nécessaires pour déterminer si les matériaux, les dispositifs ou la construction répondent aux exigences des règlements d'urbanisme;
- 8) exiger du propriétaire de découvrir à ses frais, tout ouvrage ou portion de celui ayant été couvert sans inspection préalable. Après vérification, si l'ouvrage est jugé non conforme, les travaux devront être modifiés ou repris;
- 9) exiger, un périmètre de sécurité autour de toute excavation présentant un danger pour le public;
- 10) demander l'assistance du service de la sécurité publique lorsque des conditions particulières ou l'urgence de la situation le requiert. Tout agent ou représentant du service de la sécurité publique peut alors, aux fins de porter plainte, exiger d'un contrevenant qu'il s'identifie, en fournissant son nom et adresse et qu'il en fournisse la preuve sur demande;
- 11) porter plainte à la cour municipale, pour et au nom de la Ville, pour toute infraction relative aux règlements d'urbanisme. Par ailleurs, lorsque la cause le justifie, l'autorité compétente peut, après obtention auprès du conseil d'une résolution à cet effet sauf lorsque des circonstances particulières ou l'urgence de la situation l'imposent, entamer tout autre recours de droit devant les tribunaux de juridiction compétente;
- 12) faire au conseil, toute recommandation jugée utile relativement à toute matière prévue par les règlements d'urbanisme.

ARTICLE 12

ADMINISTRATION

Le Service de l'urbanisme doit établir :

- 1) un registre des permis et certificats émis ou refusés ainsi que les raisons d'un refus;
- 2) un registre des sommes d'argent perçues sur les permis;
- 3) un dossier de chaque demande pour les archives donnant les différents plans et devis fournis par les permis.

ARTICLE 13

DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE OU DE L'OCCUPANT D'UN BIEN MEUBLE OU IMMEUBLE

Le propriétaire ou l'occupant d'un bien meuble ou immeuble a les devoirs suivants :

- 1) il est tenu de permettre à l'autorité compétente, de visiter tout bâtiment ou lieu pour fins d'enquête ou de vérification à toute heure raisonnable, relativement à l'exécution ou l'observance des règlements d'urbanisme, des ordonnances ou résolutions de la Ville;
- 2) il doit, avant d'entreprendre tous travaux nécessitant un permis ou un certificat, avoir obtenu de l'autorité compétente, le permis ou certificat requis. Il est interdit de commencer des travaux avant l'émission du permis ou certificat requis;
- 3) il doit respecter l'ensemble des règlements d'urbanisme de la Ville;
- 4) il doit apposer le numéro civique déterminé par la Ville, sur la façade principale du bâtiment, de façon à ce qu'il soit visible de la rue. Il est à noter qu'un seul numéro civique est attribué par bâtiment;
- 5) dans le cas d'un immeuble commercial, le certificat d'occupation doit être affiché à l'intérieur du bâtiment de manière à être visible, en tout temps.

ARTICLE 14

DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS DU REQUÉRANT D'UN PERMIS OU D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION

Le requérant d'un permis ou d'un certificat d'autorisation s'engage à :

- 1) installer sur le site pour lequel un permis de construction a été émis (construction résidentielle, commerciale, publique ou industrielle) et ce, incluant les projets d'agrandissement, un conteneur à déchets d'une capacité minimale de 5,6 mètres cube. Le non-respect de cette obligation a pour effet de révoquer automatiquement le permis de construction émis;
- 2) aviser le service de l'urbanisme de la mise en place d'un mur de fondation en souterrain et du remblayage d'une excavation au moins 72 heures avant le début des travaux;
- 3) aviser l'autorité compétente avant le remblayage de toute excavation afin de lui permettre de vérifier que les raccordements au réseau public sont installés conformément au règlement applicable;
- 4) exécuter ou faire exécuter, à ses frais, les essais et inspections nécessaires pour prouver la conformité des travaux avec les présentes

- exigences et faire parvenir au Service de l'urbanisme, copies de tous les rapports d'essais et d'inspections;
- 5) aviser par écrit, le Service de l'urbanisme dans les 30 jours qui suivent le parachèvement des travaux décrits au permis ou certificat;
 - 6) soumettre au Service de l'urbanisme, un certificat de localisation du bâtiment terminé, avec cotes et mesures et spécifiant l'emplacement de l'aire de stationnement et si requis par la Ville, la hauteur de la fondation et la hauteur du bâtiment. Ce certificat qui doit être préparé et signé par un arpenteur-géomètre est requis lorsqu'il s'agit d'un nouveau bâtiment principal, de l'agrandissement d'un bâtiment principal ou d'un garage, au plus tard 30 jours après le parachèvement des travaux;
 - 7) soumettre au Service de l'urbanisme, un plan indiquant le niveau du rez-de-chaussée du bâtiment, préparé et signé par un arpenteur-géomètre.

Un permis de construction donne droit au constructeur d'installer et de maintenir sur le site, durant l'exécution des travaux, les grues, monte-charges, bureaux, hangars, ateliers ou tous les autres outillages et appareils nécessaires à l'exécution des travaux. Ces appareils et ouvrages doivent être enlevés après la fin des travaux.

Ni l'octroi d'un permis ou d'un certificat d'autorisation, ni l'approbation des plans et devis, ni les inspections faites par l'autorité compétente ne peuvent relever le propriétaire d'un bâtiment de sa responsabilité d'exécuter les travaux ou de faire exécuter les travaux conformément aux permis émis et suivant les prescriptions des règlements d'urbanisme.

Tout travaux liés à l'émission d'un permis de construction doivent être entièrement terminés à l'intérieur d'un délai maximal de 12 mois consécutifs (et de 10 mois consécutifs dans le cas d'une construction accessoire), à compter de la date d'émission du premier permis de construction.

Toute modification apportée aux plans et documents après l'émission d'un permis ou d'un certificat d'autorisation doit faire l'objet d'une approbation avant l'exécution des travaux. L'autorité compétente autorise la modification par écrit si elle est conforme aux dispositions contenues dans les règlements d'urbanisme. Cette autorisation n'a par ailleurs pas pour effet de prolonger la durée du permis ou du certificat d'autorisation.

Advenant la vente de l'immeuble alors que des travaux de construction sont en cours, le nouveau propriétaire doit en informer la Ville par écrit. Un addenda doit alors être apporté au permis de construction dans lequel le nouveau propriétaire s'engage à respecter l'ensemble des clauses et conditions faisant partie intégrante du permis de construction émis par la

Ville au propriétaire ou requérant initial. Cet addenda n'a cependant pas pour effet de prolonger la durée du permis de construction.

Toute personne qui prend possession d'un immeuble en cours de construction, en raison d'une faillite ou dation en paiement, doit se conformer à l'ensemble des clauses et conditions contenues dans le permis de construction émis pour cet immeuble par la Ville.

Tout permis ou tout certificat d'autorisation doit être affiché de manière à ce qu'il soit bien en vue, durant toute la durée des travaux ou de l'usage autorisé par le permis ou le certificat. De même, une copie portant la mention «approuvé» de tous les plans et devis doit être gardée sur les lieux d'un chantier de construction en cours.

Dans le cas de travaux de construction d'éléments épurateurs couverts par le **Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées** (Q-2, r.8), présenter une attestation de conformité préparée et signée par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, attestant que les travaux ont été réalisés en conformité avec les plans préparés et présentés avec la demande de permis. Un plan « tel que construit » devra être fourni avec l'attestation de conformité.

Dans le cas de tout aménagement d'ouvrages de captage des eaux souterraines alimentant 20 personnes et moins, le propriétaire doit fournir à l'inspecteur en bâtiments, dans les 30 jours suivant la fin des travaux, le rapport produit par celui qui a aménagé ou approfondi des ouvrages de captage des eaux souterraines, contenant les informations exigées par le **Règlement sur le captage des eaux souterraines** (Q-2, r.1.3).

Dans le cas d'une construction localisée à l'intérieur d'une bande potentiellement instable d'une zone sujette à des mouvements de terrains identifiée au plan de zonage, les travaux doivent être réalisés sous la surveillance de l'ingénieur en géotechnique qui les a recommandés. Une fois les travaux réalisés, un avis écrit préparé par l'ingénieur en géotechnique doit établir la conformité des constructions et des ouvrages aux plans et devis ayant servi à leur réalisation. Un rapport écrit de conformité doit être transmis à la Ville dans les 30 jours suivant la fin des travaux.

SECTION 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS

ARTICLE 15

GÉNÉRALITÉS

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible pour chaque jour, ou partie de jour que dure l'infraction, d'une amende d'au moins 250.00 \$ et d'au plus 1 000.00 \$, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins 500.00 \$ et d'au plus 2 000.00 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour la première infraction, et d'au moins 500.00 \$ et d'au plus 1 000.00 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne physique et d'au moins 1000.00 \$ et d'au plus 4 000.00 \$ lorsqu'il s'agit d'une personne morale, pour chaque récidive.

A défaut du paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, le contrevenant est passible de saisie de biens saisissables.

Si l'infraction continue, elle constitue, jour par jour, une offense séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

Lorsque l'amende ou l'amende et les frais sont encourus par une corporation, association ou une société reconnue par la Loi, cette amende ou cette amende et les frais peuvent être prélevés par voie de saisie et vente des biens et effets de la corporation, association ou société en vertu d'un bref d'exécution émis par la Cour municipale.

La saisie et la vente des biens et effets sont pratiquées de la manière prescrite pour les saisies-exécutions en matières civiles.

La Ville peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, avec ceux prévus au présent règlement, tout autre recours approprié de nature civile ou pénale et, sans limitation, la Ville peut exercer tous les recours prévus aux articles 227 à 233 de la **Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1)**.

SECTION 3 **OBLIGATION D’OBTENIR UN PERMIS OU CERTIFICAT**

ARTICLE 16 **PERMIS DE LOTISSEMENT**

Toute personne qui désire effectuer une opération cadastrale, doit au préalable, obtenir du Service de l’urbanisme, un permis de lotissement selon les dispositions du présent règlement et du règlement de lotissement.

ARTICLE 17 **PERMIS DE CONSTRUCTION ET CERTIFICAT D’AUTORISATION**

Toute personne qui désire entreprendre des travaux de construction, reconstruction, agrandissement ou déplacement d’une construction quelconque, ou une partie de construction doit, au préalable, obtenir du service de l’urbanisme, un permis de construction ou un certificat d’autorisation selon les dispositions du présent règlement et de tout autre règlement d’urbanisme. Le tableau du présent article précise si un permis ou un certificat doit être émis selon le type de travaux.

Cependant, aucun permis de construction ou certificat d’autorisation n’est requis pour l’entretien régulier ou les réparations mineures comme la pose de doubles fenêtres, la peinture intérieure ou extérieure, la réfection des systèmes d’électricité, de plomberie ou de chauffage, de même que toute réparation, telle que définie au chapitre 3, relatif à la terminologie, à la condition toutefois, qu’aucune modification ne soit apportée aux formes extérieures, au plan, à la structure ou à tout autre élément de base du bâtiment.

L’exemption de l’obligation d’obtenir un permis de construction ou un certificat d’autorisation ne soustrait aucunement de l’obligation de se conformer au présent règlement et à tout autre règlement s’appliquant, non plus que de l’obligation, dans le doute, de s’enquérir auprès de l’autorité compétente.

Lorsqu’un projet implique l’émission d’un permis de construction et d’un certificat d’autorisation, le permis de construction tient lieu de certificat d’autorisation.

**TABLEAU DES CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES
NÉCESSITANT OU NON UN PERMIS OU UN CERTIFICAT**

TYPE DE CONSTRUCTION ET D’OUVRAGE	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
BATIMENT PRINCIPAL			
- Nouvelle construction	*		
- Transformation, réparation, agrandissement et rénovation	*		

TYPE DE CONSTRUCTION ET D'OUVRAGE	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
CONSTRUCTION ACCESSOIRE			
- Garage isolé	*		
- Abri d'auto	*		
- Remise	*		
- Entrepôt ou atelier industriel	*		
- Serre	*		
- Pavillon		*	
- Poulailier urbain Aj R. URB-303.2, a. 1.1		*	
- Guichet		*	
- Îlot pompe à essence, gaz naturel ou propane		*	
- Foyer extérieur			*
- Conteneur à déchets			*
- Piscine creusée	*		
- Piscine hors-terre et spa		*	
- Aire de stationnement		*	
EQUIPEMENT ACCESSOIRE			
- Thermopompe et autre appareil de même nature		*	
- Antenne			*
- Capteur énergétique			*
- Clôture et muret		*	
- Haie		*	
- Équipement de jeux			*
- Objet d'architecture du paysage			*
- Patio, terrasse, perron, galerie et balcon		*	
USAGE, CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT TEMPORAIRE			
- Abri d'auto temporaire			*
- Tambour			*
- Clôture à neige			*
- Vente d'arbre de Noël		*	
- Vente de fleurs		*	
- Vente de produits agricoles		*	
- Bâtiment temporaire		*	
-			

TYPE DE CONSTRUCTION ET D'OUVRAGE	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
AUTRES TRAVAUX			
- Enseigne		* (1)	
- Panneau réclame		*	
- Aménagement paysager			*
- Ouvrage en zone inondable		*	
- Ouvrage sur la rive ou le littoral		*	
- Déblai-remblai		*	
- Installation septique	*		
- Démolir une construction Mod. R. URB-303.3, a. 1.1.1		*	
- Transport d'un bâtiment		*	
- Utilisation de la voie publique		*	
- Branchement à l'égout ou à l'aqueduc		*	
- Débranchement à l'égout et/ou aqueduc		*	
- Drainage des eaux de ruissellement		*	
- Abattage d'arbre		*	
- Captage des eaux souterraines		*	
- Tours et équipements de communication		*	
- Utilisation d'une borne fontaine à des fins publiques, commerciales ou industrielles seulement		*	
- Arrosage		*	
- Colportage, sollicitation et mendicité		*	

- (1) Font exception à cette exigence, les enseignes suivantes :
- 1) les enseignes émanant d'une autorité publique, soit fédérale, provinciale, municipale ou scolaire;
 - 2) l'affichage en période électorale ou de consultation populaire;
 - 3) les enseignes prescrites par une loi ou un règlement autre que municipal;
 - 4) les enseignes indiquant le numéro civique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment;
 - 5) les enseignes annonçant la mise en vente ou en location d'un immeuble, une partie d'immeuble ou d'un terrain;
 - 6) les enseignes annonçant la mise en location de logements ou de chambres;
 - 7) les enseignes identifiant les cases de stationnement et les aires de chargement et de déchargement;

- 8) les enseignes se rapportant à la circulation, pour l'orientation et la commodité du public, y compris les enseignes indiquant un danger, ou identifiant les cabinets d'aisance, les entrées de livraison et autres choses similaires;
- 9) les enseignes placées sur un chantier de construction majeur;
- 10) les enseignes de chantier de construction identifiant les travaux, les professionnels et entreprises;
- 11) les enseignes directionnelles identifiant un projet de développement domiciliaire;
- 12) les enseignes d'identification de maison-modèle;
- 13) les enseignes annonçant la construction ou l'ouverture éventuelle d'un nouvel établissement commercial;
- 14) les enseignes placées aux portes d'un cinéma, théâtre ou salle de spectacle, annonçant les représentations;
- 15) les enseignes annonçant le menu d'un restaurant;
- 16) les enseignes autorisées pour un usage public;
- 17) les enseignes d'intérêt patrimonial ou commémorant un fait historique;
- 18) les enseignes temporaires annonçant une campagne ou autre événement d'un organisme civique, religieux ou à but non lucratif;
- 19) les banderoles;
- 20) les drapeaux ou emblème d'une province, d'un pays, de la Ville de Coteau-du-Lac ou le symbole social d'organismes civique, philanthropique, éducationnel ou religieux.

ARTICLE 18

CERTIFICAT D'OCCUPATION COMMERCIALE

Toute personne qui désire occuper un bâtiment principal, autre qu'un usage strictement résidentiel, ayant fait l'objet d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation, doit obtenir du service de l'urbanisme, un certificat d'occupation commerciale.

Le certificat est émis pour tout bâtiment principal, autre qu'un usage strictement résidentiel, propre à être occupé. L'émission du certificat doit précéder l'occupation d'un bâtiment nouvellement érigé, d'un bâtiment dont on a changé l'occupation, d'un bâtiment qui a fait l'objet de transformation ou d'un bâtiment qui a été déplacé.

Nonobstant ce qui précède, toute personne qui désire exercer un usage complémentaire et accessoire à un usage résidentiel, doit obtenir du service d'urbanisme, un certificat d'occupation commerciale.

Un certificat d'occupation commerciale est exigible lors de tout changement de propriétaire, de raison sociale ou d'adresse.

ARTICLE 19

CERTIFICAT D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT SUPPLÉMENTAIRE

Préalablement à toute occupation d'un logement supplémentaire, un certificat d'autorisation doit être obtenu.

Un certificat d'occupation est exigible lors de tout changement de propriétaire, d'occupant ainsi que de superficie occupée.

L'obligation d'obtenir un certificat d'autorisation est la responsabilité du propriétaire ou de son représentant autorisé.

CHAPITRE 3 **DOCUMENTS ET PLANS EXIGÉS LORS D'UNE
DEMANDE DE PERMIS OU DE CERTIFICAT**

SECTION 1 **DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMIS DE
LOTISSEMENT**

ARTICLE 20 **PERMIS DE LOTISSEMENT**

Une demande de permis de lotissement doit contenir les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire ou de son agent dûment autorisé;
- 2) 3 copies du plan de l'opération cadastrale à une échelle 1 : 1000, 1 : 500, 1 : 250, 1 : 200 ou 1 : 100 préparé par un arpenteur-géomètre incluant :
 - a) le tracé de toute voie de circulation existante;
 - b) le tracé de toute servitude existante ou requise;
 - c) la localisation et les dimensions des bâtiments existants;
 - d) la localisation de tout fossé, ruisseau, cours d'eau ou boisé existant;
 - e) les réseaux de transport d'énergie et de transmission des communications aériennes ou souterraines;
 - f) le ou les lot(s) concerné(s) de même que ceux des propriétés adjacentes;
 - g) la superficie et les dimensions des lots concernés;
 - h) l'emplacement, la superficie et les dimensions des terrains devant être cédés à la Ville pour fins de parcs ou de terrains de jeux;
 - i) un tableau où sont indiquées les superficies que le requérant entend réserver pour chacun des usages, ainsi que le pourcentage que représentent ces superficies par rapport à l'aire totale;
 - j) dans le cas d'un projet en copropriété divise, le plan doit indiquer les parties exclusives et les parties communes.
 - k) les courbes topographiques à au moins 1 mètre d'altitude pour les secteurs nécessitant de nouvelles rues;

- 1) la date, le titre, le nord astronomique et l'échelle;
- 3) copie de la résolution du Conseil municipal approuvant le Plan d'implantation et d'intégration architecturale et/ ou le Plan d'aménagement d'ensemble s'il y a lieu.
- 4) dans le cas où le terrain visé par la demande de permis de lotissement est inscrit sur la liste des terrains contaminés constituée par la Ville en application de l'article 31.68 de la **Loi sur la qualité de l'environnement** (L.R.Q., c. Q-2) et fait l'objet d'un plan de réhabilitation approuvé par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de la section IV.2.1 du chapitre I de cette loi, la demande de permis de lotissement doit être accompagnée d'une attestation d'un expert visé à l'article 31.65 de la loi précitée établissant que le projet pour lequel le permis est demandé est compatible avec les dispositions du plan de réhabilitation mentionné ci-dessus.

ARTICLE 21

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX PLANS DE REMPLACEMENT EN TERRITOIRE RÉNOVÉ

En territoire rénové, dans le cas d'une opération cadastrale qui vise la vente d'une parcelle d'un terrain, en plus du plan identifiant par un lot distinct cette parcelle, le requérant doit déposer simultanément, un plan de remplacement pour rattacher cette parcelle au lot auquel elle est reliée et ainsi l'éliminer pour ne former qu'un seul lot distinct ou un seul lot distinct par lot originaire.

SECTION 2 **DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERMIS DE CONSTRUCTION**

ARTICLE 22 **PERMIS DE CONSTRUCTION POUR UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE**

Pour une demande de permis de construction pour un bâtiment principal ou une construction accessoire, un formulaire de demande de permis de construction fourni par la Ville doit être rempli et doit comprendre pour être valide, les renseignements et documents suivants en 2 exemplaires :

- 1) les renseignements généraux comprenant :
 - a) les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone :
 - du propriétaire-requérant ou de son mandataire de même que ceux des spécialistes ayant collaborés à la préparation des plans;
 - de l'entrepreneur ou toute autre personne chargée des travaux;
 - de l'ingénieur ou l'architecte responsable des travaux;
 - de tout organisme chargé de contrôler les travaux d'installation ou d'essais.

La Ville doit être informée de tout changement dans l'emploi ou toute cessation d'emploi des personnes susmentionnées survenant pendant la durée des travaux et ce, dès qu'il se produit;

- b) l'usage de la construction projetée;
 - c) la durée et le coût probable des travaux;
- 2) sauf dans le cas de bâtiments accessoires de moins de 20 mètres carrés de superficie, un plan projet d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre déposé en 2 copies comprenant:
 - a) l'identification cadastrale, les dimensions et la superficie du terrain;
 - b) seulement si spécifiquement demandé, les niveaux actuels et projetés du sol, mesuré à partir d'un repère situé sur le terrain ou en bordure de celui-ci;
 - c) la localisation et les dimensions au sol de chacun des bâtiments projetés et des bâtiments existants, s'il y a lieu, sur le même

terrain. De plus, les mesures propres à chacune des marges devront être identifiées;

- d) la marge avant des bâtiments principaux sur les terrains adjacents mais seulement s'ils sont implantés à moins de 65 mètres du bâtiment projeté;
 - e) les distances entre chaque construction et les lignes de terrain;
 - f) la localisation de toute servitude publique ou privée grevant le terrain;
- 3) un plan des aménagements extérieurs comprenant :
- a) le niveau des rues existantes et proposées;
 - b) le nombre, la localisation et les dimensions des cases de stationnement, des allées d'accès, des aires de chargement, des enseignes directionnelles, du système de drainage de surface et d'éclairage;
 - c) un relevé, s'il y a lieu, de tous les arbres sains de 0,15 mètre de diamètre et plus, mesuré à 1 mètre du sol, situés sur le terrain visé par des travaux de construction ou sur l'emprise des rues publiques adjacentes. Ce relevé devra ensuite identifier les arbres à abattre pour fins de construction et ceux à conserver;
 - d) l'aménagement paysager projeté des espaces libres, incluant la localisation et la largeur des passages piétonniers ainsi que la localisation des clôtures, haies et murets;
 - e) la localisation des installations septiques s'il y a lieu;
 - f) la localisation de tout obstacle, borne-fontaine, ligne de transmission électrique, téléphonique, de câblodistribution ou de conduites de gaz;
- 4) les autres plans et devis requis sont les suivants :
- a) niveaux d'excavation selon le niveau de la rue ou d'infrastructure établi par la Ville, niveau du rez-de-chaussée établi en fonction du site des travaux;
 - b) plans du rez-de-chaussée et de chacun des étages;
 - c) élévations de tous les murs, coupe-type et coupe transversale des murs montrant les matériaux utilisés et indiquant les spécifications relatives à ceux-ci;

- d) résistances des séparations coupe-feu, emplacement et degré pare-flamme des dispositifs d'obturation;
 - e) plans et devis relatifs à la fondation, à la charpente, au système électrique ainsi que les plans et devis de la mécanique incluant le système de ventilation;
 - f) un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre, dans les 30 jours suivant le parachèvement des travaux ;
- 5) copie de la résolution du Conseil municipal approuvant le Plan d'implantation et d'intégration architecturale et/ou le Plan d'aménagement d'ensemble s'il y a lieu;
- 6) dans le cas où le terrain visé par la demande de permis de construction est inscrit sur la liste des terrains contaminés constituée par la Ville en application de l'article 31.68 de la **Loi sur la qualité de l'environnement** (L.R.Q., c. Q-2) et fait l'objet d'un plan de réhabilitation approuvé par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de la section IV.2.1 du chapitre I de cette loi, la demande de permis de construction doit être accompagnée d'une attestation d'un expert visé à l'article 31.65 de la loi précitée établissant que le projet pour lequel le permis est demandé est compatible avec les dispositions du plan de réhabilitation mentionné ci-dessus;
- 7) dans le cas d'une habitation unifamiliale neuve, la demande doit, de plus, indiquer si la maison est destinée à l'usage personnel du demandeur du permis ou à celui de sa famille et être accompagnée d'une déclaration attestant, selon le cas :
- a) que les travaux de construction seront exécutés par un entrepreneur titulaire d'une licence appropriée délivrée en vertu de la **Loi sur le bâtiment** (L.R.Q., c. B-1.1) et indiquant le numéro de cette licence et sa date d'expiration;
 - b) que le demandeur est un constructeur-propriétaire et énonçant le motif pour lequel il n'est pas tenu d'être titulaire d'une licence en vertu de la **Loi sur le bâtiment** (L.R.Q., c. B-1.1);
- 8) dans le cas d'une piscine privée, outre les renseignements et documents mentionnés précédemment lorsqu'ils s'appliquent, la demande de permis doit également comprendre les documents et renseignements ci-après mentionnés :
- a) les plans montrant, avec les cotes nécessaires, l'emplacement exact de la piscine, des clôtures requises ainsi que les constructions et équipements accessoires existants et projetés;

- b) une copie, lorsque disponible, d'un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre;
 - c) les dimensions, profondeurs et élévations par rapport au sol adjacent;
 - d) les matériaux utilisés pour la construction ou l'érection de la piscine;
 - e) le nombre de litres d'eau que peut contenir la piscine;
- 9) dans le cas d'une piscine publique, outre les renseignements et documents mentionnés précédemment lorsqu'ils s'appliquent, la demande de permis doit également comprendre les documents et renseignements ci-après mentionnés :
- a) les plans montrant, avec les cotes nécessaires, l'emplacement exact de la piscine, des clôtures requises ainsi que les constructions et équipements accessoires existants et projetés;
 - b) une copie, lorsque disponible, d'un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre;
 - c) les dimensions, profondeurs et élévations par rapport au sol adjacent;
 - d) les matériaux utilisés pour la construction ou l'érection de la piscine;
 - e) le nombre de litres d'eau que peut contenir la piscine;
 - f) une copie de tous les plans fournis au Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs en vue de l'obtention du certificat d'autorisation;
 - g) une copie du certificat d'autorisation émis par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs;
 - h) une copie de l'attestation de conformité de la mise en opération émise par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs;
 - i) les plans et devis soumis doivent être signés (signature originale) et scellés par un ingénieur, membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec, conformément à la **Loi sur la qualité de l'Environnement** (L.R.Q., c.Q-2);

- 10) les autres détails et attestations professionnelles exigées sont les suivants :
- a) tous les plans soumis, à l'exception des plans préparés par l'arpenteur-géomètre doivent présenter une échelle de 1 : 200 (1/16" : 1), 1 : 100 (1/8" : 1') ou 1 : 50 (1/4" : 1');
 - b) tout autre plan, renseignement, détail ou attestation professionnelle additionnel de même qu'un rapport présentant les conclusions et recommandations relatives à la construction projetée (ex. : étude de sol nécessaire à la complète compréhension de la demande et pour s'assurer de la parfaite observance des différentes dispositions de tout règlement pertinent) peut, en tout temps être requis par l'autorité compétente;
 - c) tous les plans et devis relatifs à la construction, l'agrandissement, la transformation d'un édifice public (au sens de la Loi), de type résidentiel multifamilial, commercial, industriel, ou publics doivent être signés (signature originale) et scellés par un architecte membre en règle de l'Ordre des architectes du Québec et par un ingénieur membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec pour les fondations, de charpente, de systèmes électriques et mécaniques. Une copie de ces plans et devis doit être transmise à la Régie du bâtiment du Québec. De plus, lorsque requis, les plans d'architecture pour les édifices précédemment mentionnés devront être déposés à la Direction générale de l'inspection du ministère du Travail pour approbation et à la Commission de la santé et sécurité du travail.
- 11) dans le cas d'une construction localisée à l'intérieur d'une zone d'isophone réglementée à la section 6 du chapitre 14 du règlement de zonage no. 300 et pour laquelle le requérant désire se prévaloir des mesures d'atténuation prévues dans cette section :
- a) une étude de pollution sonore réalisée par un professionnel dans ce domaine et comprenant une analyse acoustique permettant d'évaluer avec précision le degré de perturbation à l'intérieur de la zone;
 - b) un document décrivant les mesures d'atténuation prévues afin de réduire les niveaux sonores le plus près possible de 55 dBA sur une période de 24 heures;

Une fois que ces documents auront été soumis à la Ville et qu'ils auront été approuvés par cette dernière, le requérant devra déposer à la Ville les documents suivants :

-
- a) les plans et devis d'exécution des ouvrages d'atténuation prévus à au du règlement de zonage, préparés par un professionnel dans ce domaine;
 - b) un engagement écrit du requérant de réaliser les travaux selon les plans et devis soumis;
- 12) dans le cas d'une construction localisée à l'intérieur d'une bande potentiellement instable d'une zone sujette à des mouvements de terrains identifiée au plan de zonage, le requérant devra déposer à la Ville les documents suivants :
- a) une étude géotechnique préparée par un ingénieur en géotechnique et établissant les niveaux de risque de mouvement de terrain ainsi que les conditions nécessaires à sa stabilisation ;
 - b) dans les cas jugés nécessaires par cette étude géotechnique, le terrain doit faire l'objet de travaux de stabilisation dont les plans et devis auront été préparés par un ingénieur en géotechnique;
 - c) dans les cas jugés nécessaires par cette étude géotechnique, les plans et devis de fondation et de structure des bâtiments, piscines ou autres ouvrages projetés doivent être préparés par un ingénieur en géotechnique;
- 13) dans le cas d'une demande de permis de construction pour une unité d'élevage porcin, le requérant doit préciser, par écrit, la superficie des bâtiments projetés.

ARTICLE 23

PERMIS DE CONSTRUCTION POUR UNE INSTALLATION SEPTIQUE

Pour une demande de permis pour la construction ou la modification d'une installation septique, un formulaire de demande de permis de construction fourni par la Ville doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) la désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet ou, à défaut de désignation cadastrale, l'identification la plus précise du lieu où le projet sera réalisé;
- 3) le nombre de chambres à coucher de la résidence isolée ou, dans le cas d'un autre bâtiment, le débit total quotidien;

- 4) une étude de caractérisation du site et du terrain naturel réalisée par une personne qui est membre d'un ordre professionnel compétent en la matière et comprenant :
 - a) la topographie du site ;
 - b) la pente du terrain récepteur ;
 - c) le niveau de perméabilité du sol du terrain récepteur en indiquant la méthodologie utilisée pour établir le niveau de perméabilité du sol;
 - d) le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol perméable, peu perméable ou imperméable, selon le cas, sous la surface du terrain récepteur;
 - e) l'indication de tout élément pouvant influencer la localisation ou la construction d'un dispositif de traitement;
- 5) un plan de localisation à l'échelle montrant :
 - a) les éléments identifiés aux articles 7.1 et 7.2 du **Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées** (c. Q-2, r.8) sur le lot où un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées est prévu et sur les lots contigus;
 - b) la localisation prévue des parties du dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées;
 - c) le niveau d'implantation de chaque composant du dispositif de traitement;
 - d) le niveau d'implantation de l'élément épurateur, du filtre à sable classique, du champ d'évacuation ou du champ de polissage par rapport au niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable ou peu perméable sous la surface du terrain récepteur;

Dans le cas d'un projet prévoyant un autre rejet dans l'environnement, les renseignements et le plan doivent faire état du milieu récepteur en indiquant :

- 1) dans le cas où le rejet s'effectue dans un cours d'eau, le débit du cours d'eau et le taux de dilution de l'effluent dans le cours d'eau en période d'étiage, le réseau hydrographique auquel appartient

- le cours d'eau, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent;
- 2) dans le cas où le rejet s'effectue dans un fossé, le plan doit indiquer le réseau hydrographique auquel appartient le fossé, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent.

Pour tous les types de bâtiments visés par le présent règlement, les renseignements et documents mentionnés au présent article doivent être préparés et signés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces renseignements et documents doivent être accompagnés d'une attestation de l'ingénieur suivant laquelle le dispositif sera conforme au présent règlement et qu'il sera en mesure de traiter les eaux usées compte tenu de leurs caractéristiques.

SECTION 3 **DISPOSITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS
D'AUTORISATION**

ARTICLE 24 **CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR DÉMOLITION**

Pour une demande de certificat d'autorisation pour une démolition, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) Le nom et les coordonnées du propriétaire, de son mandataire, de l'entrepreneur, de l'ingénieur, de l'architecte et de toute autre personne responsable des travaux ;
- 2) Une copie de tout titre établissant que le requérant est propriétaire de l'immeuble visé ou un document établissant qu'il détient une option d'achat sur cet immeuble ;
- 3) La procuration donnée par le propriétaire établissant le mandat de toute personne autorisée à agir en son nom, le cas échéant ;
- 4) Une description détaillée de l'état de l'immeuble à démolir (ex. : état physique, description des composantes architecturales, identification des éléments défailants) ;
- 5) Des photographies de l'intérieur et de l'extérieur de l'immeuble ;
- 6) Des photographies du terrain sur lequel est situé l'immeuble de même que des terrains avoisinants ;
- 7) Un plan de localisation et d'implantation à l'échelle de l'immeuble à démolir ;
- 8) Un exposé sur les motifs justifiant la démolition ;
- 9) Une estimation détaillée des coûts de la restauration de l'immeuble ;
- 10) Un programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, conforme à la réglementation d'urbanisme, comprenant les renseignements et documents suivants :
 - a) L'échéancier et le coût probable des travaux de démolition et de réutilisation du sol dégagé ;
 - b) L'usage des constructions projetées ;
 - c) Les plans de construction sommaires et les élévations en couleurs de toutes les façades extérieures. Ces plans doivent

indiquer le nombre d'étages, la hauteur totale de la construction, les matériaux de revêtement extérieur, les dimensions de l'immeuble, la localisation des ouvertures et autres composantes architecturales et les pentes de toit ;

- d) Une perspective en couleur de la construction projetée dans son milieu d'insertion ;
 - e) Le plan du projet d'implantation de toute nouvelle construction projetée ainsi que le plan du projet de toute opération cadastrale projetée, lesquels doivent être préparés par un arpenteur-géomètre. Ces plans doivent montrer tous les éléments susceptibles de favoriser la bonne compréhension du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, notamment et de manière non limitative, les dimensions de chaque construction projetée et ses distances par rapport aux lignes du terrain ;
 - f) Le plan des aménagements extérieurs et paysagers proposés incluant des aires de stationnement, de chargement et de déchargement et de transition, des clôtures, des haies et des installations septiques ;
 - g) Dans le cas d'un terrain contaminé, l'échéancier des travaux de décontamination et le coût probable de ces travaux ;
 - h) Tout autre document ou information nécessaire à la bonne compréhension du projet proposé ou de l'utilisation qui sera fait du terrain suite à la démolition.
- 11) L'échéancier et le coût probable des travaux de démolition ;
 - 12) La description des méthodes de démolition et de disposition des matériaux ;
 - 13) Dans le cas d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, la déclaration du propriétaire indiquant que chacun des locataires a été avisé, par écrit, de son intention d'obtenir une autorisation de démolition auprès du comité ;
 - 14) Dans le cas d'un immeuble comprenant un ou plusieurs logements, les conditions de relogement des locataires ;
 - 15) Une étude patrimoniale sur l'immeuble réalisée par un expert en la matière ;
 - 16) L'autorisation par résolution du comité de démolition ;
 - 17) Tout autre document ou information nécessaire à la bonne

compréhension de la demande.

ARTICLE 25

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE TRANSPORT D'UN BÂTIMENT

Pour une demande de certificat d'autorisation pour le transport d'un bâtiment, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne ou de l'entreprise chargée du transport du bâtiment, si elle diffère du requérant;
- 3) une photo claire et récente des diverses façades du bâtiment à déplacer;
- 4) le numéro de lot ainsi que l'adresse où se situe le bâtiment à être déplacé;
- 5) le genre de bâtiment, ses dimensions, de même que son poids approximatif;
- 6) l'itinéraire projeté à l'intérieur des limites de la Ville, de même que les moyens utilisés lors du déplacement;
- 7) la date, l'heure et la durée probable du déplacement;
- 8) une copie de toute autorisation requise par tout service public et parapublic et des conditions auxquelles le transport doit être effectué;
- 9) une preuve d'un certificat d'assurance dégageant la Ville de toute responsabilité;
- 10) une preuve attestant de la présence d'un véhicule d'escorte du convoi, au moment du déplacement;
- 11) une liste des moyens de sécurité qui sont mis en place, une fois le bâtiment arrivé sur le nouveau site;
- 12) une copie s'il y a lieu, du document d'autorisation émis par la Société de l'assurance automobile du Québec.

ARTICLE 26

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'UTILISATION D'UNE VOIE PUBLIQUE LORS DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Pour une demande de certificat d'autorisation pour utiliser une voie publique lors de travaux de construction, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) les types de matériaux et d'équipements qui seront déposés sur la voie de circulation;
- 3) la délimitation de l'espace qui sera utilisé ;
- 4) une copie de plan décrivant la signalisation prévue conformément au code de signalisation routière du Québec;
- 5) les dates d'utilisation de la voie de circulation (la date du début et la date de fin de l'utilisation);
- 6) un dépôt de sécurité de 500\$ (ce dépôt sera conservé et utilisé pour la réparation de la voie publique si celle-ci a été endommagée lors de l'utilisation par le requérant).

ARTICLE 27

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AFFICHAGE

Pour une demande de certificat d'autorisation d'affichage, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) le numéro de cadastre du lot ou du terrain, le numéro civique du bâtiment et autres descriptions permettant de localiser le terrain où l'enseigne sera installée;
- 3) un plan général d'affichage pour tout bâtiment comprenant plusieurs locaux;
- 4) un plan de l'implantation exacte de l'enseigne par rapport aux limites du terrain, aux enseignes et bâtiments existants ou projetés;
- 5) tous les plans, élévations, croquis, photographies ou autres documents permettant de clairement identifier les dimensions exactes (montrées sur les plans par des cotes), les matériaux, les couleurs, le type d'enseigne;
- 6) les détails d'ancrage au sol ou au bâtiment;

- 7) pour toute structure d'enseigne excédant 7,5 mètres de hauteur, un plan de structure signé (signature originale) et scellé par un ingénieur spécialisé en structure, membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec, doit être soumis;
- 8) le cas échéant, le mode d'éclairage d'une enseigne;
- 9) dans le cas spécifique d'une demande de certificat d'autorisation pour une enseigne d'identification, et lorsque requis, une copie des permis et certificats exigée par les paliers de gouvernements supérieurs.

ARTICLE 28

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UNE CONSTRUCTION OU ÉQUIPEMENT ACCESSOIRE TEMPORAIRE

Pour une demande de certificat d'autorisation pour l'installation d'une construction accessoire ou d'une construction temporaire, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) une copie du certificat de localisation de la propriété où doivent être réalisés les travaux, si disponible;
- 3) un plan identifiant l'emplacement exact de l'appareil ou structure à construire, ériger ou installer ou des travaux ou activités à réaliser;
- 4) les matériaux utilisés, les dimensions, la hauteur de même que tout autre renseignement nécessaire à la complète compréhension du projet;
- 5) pour une construction temporaire, le requérant doit également fournir :
 - a) les dates d'installation du bâtiment temporaire ;
 - b) un dépôt de 300.00\$ (le dépôt sera utilisé pour démanteler le bâtiment temporaire si le propriétaire ou le mandataire ne le fait pas lors de la date de l'échéance du certificat d'autorisation).

ARTICLE 29

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LA VENTE DE FLEURS, LA VENTE D'ARBRES DE NOËL OU LA VENTE DE PRODUITS AGRICOLES

Pour une demande de certificat d'autorisation pour la vente de fleurs, la vente d'arbres de Noël ou la vente de produits agricoles, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et soumis au moins 5

jours ouvrables avant la tenue de la vente et doit comprendre les renseignements suivants :

- 1) les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du requérant;
- 2) l'endroit précis sur la propriété où la vente s'effectuera;
- 3) les dates et heures prévues pour la tenue de la vente.

ARTICLE 30

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR DÉBLAI OU REMBLAI

Pour une demande de certificat d'autorisation pour une opération de déblai ou de remblai d'une hauteur supérieure à 0,45 mètre, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
 - a) la nature des travaux;
 - b) la topographie avant les travaux;
 - c) la topographie proposée;
 - d) le niveau fini de la ou des rues adjacentes au terrain;
 - e) le niveau projeté du sous-sol et du rez-de-chaussée;
 - f) les matériaux utilisés pour le remplissage;
 - g) les mesures de sécurité qui devront être prises, s'il y a lieu;
- 2) dans le cas où le projet affecte plus d'un terrain, un plan directeur de déblai et remblai doit être présenté pour l'ensemble du territoire traité. En plus des renseignements exigés ci-haut, le plan doit indiquer :
 - a) le niveau fini, ou proposé dans un plan accepté par la Ville, des rues environnantes;
 - b) le niveau fini, ou proposé dans un plan accepté par la Ville, des terrains limitrophes au territoire traité;
 - c) un plan directeur de drainage des eaux de surface doit accompagner le plan directeur de déblai et de remblai. Ce document doit indiquer comment le drainage du secteur se rattache au réseau existant ou projeté.

ARTICLE 31

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR OUVRAGE EN ZONE
INONDABLE SUR LA RIVE OU LE LITTORAL

Pour une demande de certificat d'autorisation pour une construction, un ouvrage ou tous travaux susceptibles de modifier le régime hydrique, de nuire à la libre circulation des eaux en période de crue, de perturber les habitats fauniques ou floristiques ou de mettre en péril la sécurité des personnes et des biens en zone inondable, sur la rive ou le littoral, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse du propriétaire ou de son représentant autorisé;
- 2) une copie du certificat de localisation;
- 3) un plan à une échelle 1 : 200 montrant la localisation précise des travaux;
- 4) des plans d'aménagement suffisamment précis pour permettre la compréhension des caractéristiques du projet.

ARTICLE 32

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'ABATTAGE D'ARBRES

Un certificat d'autorisation pour l'abattage d'arbres est obligatoire pour toute personne qui désire abattre un ou des arbres dont le diamètre est supérieur à 0,1 mètre (mesure prise à 0,3 mètre du sol) sur le territoire de la Ville.

La demande d'un certificat d'autorisation pour l'abattage d'arbres doit être faite par écrit sur les formules fournies à cette fin par la Ville.

Toute demande concernant l'abattage d'arbres doit fournir les renseignements suivants:

- 1) le nom du propriétaire du lot où seront coupés le ou les arbres;
- 2) le numéro de lot où seront coupés le ou les arbres;
- 3) les dimensions des troncs des arbres à être abattus;
- 4) la localisation des arbres;
- 5) l'espèce des arbres et la raison de la coupe.

Dans certains cas particuliers, les documents supplémentaires suivants doivent être fournis avec la demande :

- 1) dans le cas d'une coupe sanitaire et de récupération ou justifiée par une prescription sylvicole :
 - a) un plan à l'échelle, en deux exemplaires, montrant :
 - les limites du terrain sur lequel la coupe sera effectuée;
 - les limites du secteur dans lequel la coupe sanitaire et de récupération seront effectuées ainsi que les limites et la composition de tout peuplement forestier qui sera touché en tout ou en partie par les travaux.
 - b) le plan de gestion ou la prescription sylvicole, signé par un ingénieur forestier, relatif aux travaux de coupe faisant l'objet de la demande;
 - c) l'autorisation, si applicable accordée par la C.P.T.A.Q.;
- 2) dans le cas de travaux d'abattage d'arbres réalisés à des fins d'entretien d'un cours d'eau :
 - a) un plan à l'échelle montrant :
 - le tracé du cours d'eau visé par les travaux;
 - la section du cours d'eau visée par les travaux;
 - b) une description des travaux d'abattage d'arbres à réaliser;
- 3) dans le cas des travaux d'abattage d'arbres réalisés à des fins d'aménagement liés à l'observation de la nature, à l'interprétation du milieu naturel ou réalisés aux fins d'aménager un sentier de randonnée :
 - a) un plan à l'échelle montrant le tracé de tout sentier et montrant l'emplacement de tout aménagement;
 - b) les limites de tout secteur qui sera déboisé en tout ou en partie pour la réalisation des travaux d'aménagement;
- 4) dans le cas des travaux d'abattage d'arbres réalisés à des fins de coupe de nettoyage pour constituer le bois de chauffage relié aux besoins des activités acéricoles sises sur la propriété concernée :
 - a) un plan à l'échelle montrant la zone de récolte en regard de la superficie totale de la propriété du demandeur;
 - b) un estimé du volume de bois nécessaire et qui doit être récolté;
- 5) dans le cas d'opération sylvicole autorisée par la C.P.T.A.Q. dans une érablière :

- a) copie de l'autorisation de la C.P.T.A.Q. ainsi que des plans et documents y afférents.

ARTICLE 33

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE BRANCHEMENT OU DÉBRANCHEMENT À L'ÉGOUT OU À L'AQUEDUC

Toute demande pour un certificat d'autorisation pour le branchement ou le débranchement à un égout ou à l'aqueduc, doit être présentée par écrit à la Ville. Cette demande doit comporter le nom, le prénom et l'adresse du requérant ou de son représentant autorisé.

En plus, la demande doit être accompagnée des documents et informations suivants :

- 1) fournir un plan, à l'échelle, en y indiquant :
 - a) l'emplacement de l'ancien branchement;
 - b) l'emplacement du nouveau branchement, selon le cas;
 - c) le diamètre des tuyaux;
 - d) la pente des tuyaux;
 - e) le niveau du plancher le plus bas du bâtiment et celui du drain sous la fondation du bâtiment par rapport au niveau de la rue;
 - f) la nature des eaux à être déversées dans chaque branchement à l'égout, soit des eaux usées domestiques, des eaux pluviales ou des eaux souterraines;
 - g) l'utilisation d'une pompe submersible ou tout autre pompe ou moyen mécanique;
 - h) dans le cas de bâtiments commerciaux ou d'édifices publics, au sens de la **Loi sur les édifices publics** (L.Q.R., c. S-3), une évaluation des débits et des caractéristiques de ces eaux ainsi qu'un plan à l'échelle du système de plomberie le tout fait et scellé par un ingénieur;
- 2) fournir la date exacte à laquelle les travaux auront lieu (une inspection avant le remblai des travaux est obligatoire).

ARTICLE 34

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN OUVRAGE DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES

Dans le cas d'aménagement d'ouvrages de captage des eaux souterraines alimentant 20 personnes et moins et dont la capacité n'excède pas 75 m³ par jour, la demande doit être accompagnée :

- 1) des informations suivantes :
 - a) l'utilisation faite de l'eau prélevée;
 - b) le nombre de personne(s) devant être desservie(s) par les ouvrages de captage des eaux souterraines;
 - c) dans le cas d'une personne physique, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du propriétaire du terrain;
 - d) dans le cas d'une personne morale, d'une société ou d'une association, le nom, l'adresse, la qualité du signataire de la demande, une copie certifiée de l'acte autorisant la demande et son signataire et le numéro de téléphone pour rejoindre le signataire;
 - e) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des entrepreneurs devant réaliser les travaux d'excavation et d'installation de pompage;
 - f) les titres de propriété du terrain visé par les ouvrages de captage des eaux souterraines;
 - g) une copie de la licence d'entrepreneur en puits forés délivrée par la Régie du bâtiment du Québec;
- 2) d'un schéma de localisation, à l'échelle, indiquant la localisation (distance par rapport aux limites de terrain et aux différentes constructions et ouvrages localisés sur le terrain visé) :
 - a) des ouvrages de captage des eaux souterraines projetés;
 - b) des ouvrages de captage existants sur le terrain visé par la demande et sur les terrains adjacents à celui visé par la demande;
 - c) des installations sanitaires existantes ou projetées sur le terrain visé par la demande et sur les terrains adjacents à celui visé par la demande : indiquer sur le schéma le type d'installations sanitaires existantes ou projetées sur le terrain visé par la demande et sur les terrains adjacents à celui visé par la demande;

- d) des constructions et des bâtiments situés sur le terrain où sont projetés les ouvrages de captage des eaux souterraines;
- e) des parcelles en culture localisées à moins de 30 mètres des ouvrages de captage des eaux souterraines projetés;
- f) des cours d'eau à débit régulier se trouvant sur le terrain où sont projetés les ouvrages de captage et sur les terrains adjacents à celui visé par la demande;
- g) les zones inondables 0-20 ans et 20-100.

Le propriétaire ou celui qui aménage les ouvrages de captage doit fournir à la Ville, conjointement à la demande du certificat d'autorisation ou suite à la validation, sur les lieux par l'entrepreneur en puits forés, des sites d'implantation des ouvrages, un document précisant :

- 1) le type d'équipement de captage projeté;
- 2) le type et la description des matériaux utilisés;
 - a) longueur et diamètre du tubage;
 - b) longueur excédant le sol;
 - c) type de cuvelage;
 - d) longueur, diamètre, ouverture et type de la crépine, s'il y a lieu;
 - e) longueur, diamètre et type de cuvelage d'appoint ou de soutènement, s'il y a lieu;
- 3) la méthode de forage;
- 4) la description du forage;
- 5) la nature et l'épaisseur des matériaux recoupés;
- 6) la capacité par jour des ouvrages de captage.

ARTICLE 35 CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR LE COLPORTAGE, LA MENDICITÉ ET LA SOLLICITATION DE DONS

Pour une demande de certificat d'autorisation pour le colportage, la mendicité et la sollicitation de dons, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse du requérant ou de son représentant autorisé.
Dans un cas ou dans l'autre, il doit être majeur;
- 2) si le requérant agit pour le compte d'un organisme à but non lucratif, il doit déposer en même temps que sa demande de permis :
 - a) la preuve qu'il est autorisé à agir au nom de cet organisme;
 - b) une copie de la charte de cet organisme;
 - c) une description détaillée du ou des produits qui seront offerts en vente.

ARTICLE 36 CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'ARROSAGE DE PELOUSE EN DEHORS DES JOURS ET DES HEURES PRÉVUS

Pour une demande de certificat d'autorisation pour l'arrosage de pelouse en dehors des jours et des heures prévus, un formulaire de demande de certificat d'occupation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom et adresse du requérant ou de son représentant autorisé;
- 2) la raison de la demande;
- 3) la date du début et la date de fin de l'arrosage de la pelouse.

ARTICLE 37 CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'UTILISATION D'UNE BORNE FONTAINE

Pour une demande de certificat d'autorisation pour l'utilisation d'une borne fontaine, un formulaire de demande de certificat d'autorisation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, le prénom et l'adresse du requérant ou de son représentant autorisé;
- 2) les raisons de l'utilisation d'une borne fontaine;

- 3) les dates d'utilisation de la borne fontaine (la date du début et la date de fin de l'utilisation);
- 4) un dépôt de sécurité de 1000\$ (ce dépôt sera conservé et utilisé pour la réparation de la borne fontaine, si après inspection celle-ci est endommagée par le requérant).

ARTICLE 38

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'INSTALLATION D'UNE TOUR OU UN ÉQUIPEMENT DE COMMUNICATION

Pour une demande de permis pour la construction ou la modification d'une tour ou d'un équipement de communication, un formulaire de demande de permis de construction fourni par la Ville doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire/requérant ou de son mandataire;
- 2) une copie de certificat de localisation de l'emplacement;
- 3) les dimensions et une description de l'utilisation de la tour ou de l'équipement de communication projeté;
- 4) un plan d'aménagement à l'échelle de l'emplacement montrant la localisation de la tour ou de l'équipement de communication.

ARTICLE 38.1

PERMIS OU CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR TOUTE INTERVENTION PROJETÉE DANS LES ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENT DE TERRAIN

Aj. R. URB-334, a. 16.

Pour toute demande de permis ou de certificat d'autorisation pour une intervention projetée dans une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain, un formulaire de demande de permis ou de certificat fourni par la Ville doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) Les plans et les devis signés et scellés par un ingénieur membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec, lorsque requis ;
- 2) Dans le cas où une intervention projetée dans une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain est interdite en vertu de l'article 9 du chapitre 13 du règlement de zonage en vigueur, il est possible de lever cette interdiction conditionnellement à la réalisation d'une expertise géotechnique dont la conclusion répond aux critères d'acceptabilité établis aux tableaux suivants. Le tableau 38.1A présente le type d'expertise géotechnique qui doit être réalisé selon le type et la

classe d'intervention projetée. Les critères d'acceptabilité à respecter pour chacune des familles d'expertise sont présentés au tableau 38.1B.

TABLEAU 38.1A FAMILLE D'EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE SELON LA ZONE DANS LAQUELLE L'INTERVENTION EST PROJETÉE		
INTERVENTION PROJETÉE	ZONE DANS LAQUELLE L'INTERVENTION EST PROJETÉE	FAMILLE D'EXPERTISE À RÉALISER
Bâtiment principal – usage résidentiel de faible à moyenne densité <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Reconstruction à la suite d'un glissement de terrain 	Zone NA 2 CLASSE II	2
	Bâtiment principal – autres usages (sauf agricole) <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Reconstruction 	Autres zones
Bâtiment principal – usage résidentiel de faible à moyenne densité <ul style="list-style-type: none"> • Reconstruction sur les mêmes fondations à la suite d'un incendie ou de la manifestation d'un aléa autre qu'un glissement de terrain ou de quelque autre cause • Reconstruction avec de nouvelles fondations à la suite d'un incendie ou de la manifestation d'un aléa autre qu'un glissement de terrain ou de quelque autre cause • Agrandissement (tous les types) • Déplacement sur le même lot en s'approchant du talus 	Zone NA2 Zone RA1 – NA2 CLASSE II	2
Bâtiment principal – autres usages (sauf agricole) <ul style="list-style-type: none"> • Agrandissement • Déplacement sur le même lot Bâtiment accessoire - autres usages (sauf agricole) <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement 	Autres zones	1

<p>Bâtiment principal – usage résidentiel de faible à moyenne densité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déplacement sur le même lot en ne s'approchant pas du talus 	<p>Dans la bande de protection à la base et dans le talus des zones NA1 et CLASSE I</p> <p>Autres zones</p>	<p>1</p> <p>2</p>
<p>Infrastructure*</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation (pour des raisons autres que santé ou sécurité publique) <p>Chemin d'accès privé</p>	<p>Dans la bande de protection au sommet et dans le talus des zones NA1 et CLASSE I</p> <p>NA2 et RA1-NA2 et CLASSE II</p> <p>Dans la bande de protection à la base des talus de toutes les zones</p>	<p>1</p> <p>2</p>
<p>Bâtiment principal et accessoire, ouvrage – usage agricole</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement sur le même lot <p>Bâtiment accessoire, ouvrage – usage résidentiel de faible à moyenne densité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Reconstruction • Agrandissement • Déplacement sur le même lot <p>Réfection des fondations d'un bâtiment principal ou accessoire</p> <p>Sortie de réseau de drains agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation • Réfection <p>Travaux de remblai, de déblai ou d'excavation</p> <p>Piscine, bain à remous ou réservoir de 2000 litres et plus (hors terre, creusé ou semi-creusé), jardin d'eau, étang ou jardin de baignade</p> <p>Entreposage</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation • Agrandissement <p>Ouvrage de drainage ou de gestion des eaux pluviales</p>	<p>Toutes les zones</p>	<p>2</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Implantation • Agrandissement <p>Abattage d'arbres</p> <p>Infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réfection • Implantation pour des raisons de sécurité publique • Raccordement d'un réseau d'aqueduc ou d'égout à un bâtiment existant <p>Mur de soutènement de plus de 1,5m</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation • Démantèlement • Réfection <p>Composantes d'un ouvrage de traitement des eaux usées</p> <p>Travaux de protection contre l'érosion</p>		
<p>Usage sensible ou à des fins de sécurité publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajout ou changement dans un bâtiment existant <p>Usage résidentiel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajout de logement(s) supplémentaire(s) dans un bâtiment existant <p>Usage récréatif intensif extérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajout ou changement 	Toutes les zones	1
<p>Lotissement destiné à recevoir un bâtiment principal ou un usage récréatif intensif extérieur</p>	Toutes les zones	3
<p>Travaux de protection contre les glissements de terrain</p>	Toutes les zones	4

*Conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, les travaux de développement et d'amélioration provincial requièrent un avis de conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement ou, le cas échéant, au règlement de contrôle intérimaire. Dans ce cas, la MRC peut émettre son avis sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports (MTQ) ou réalisées par un mandataire du MTQ, lesquelles respectent les critères énoncés au présent cadre normatif.

TABLEAU 38.1B CRITÈRES D'ACCEPTABILITÉ ASSOCIÉS AUX FAMILLES D'EXPERTISE GÉOTECHNIQUES			
FAMILLE D'EXPERTISE			
1	2	3	4
Expertise ayant notamment pour objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible d'être touchée par un glissement de terrain	Expertise ayant pour unique objectif de s'assurer que l'intervention projetée n'est pas susceptible de diminuer la stabilité du site ou de déclencher un glissement de terrain	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que le lotissement est fait de manière sécuritaire pour les futures constructions ou usages	Expertise ayant pour objectif de s'assurer que les travaux de protection contre les glissements de terrain sont réalisés selon les règles de l'art
CONCLUSIONS DE L'EXPERTISE			
L'expertise doit confirmer que : <ul style="list-style-type: none"> • L'intervention projetée ne sera pas menacée par un glissement de terrain • L'intervention projetée n'agira pas comme facteur de déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents • L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés 	L'expertise doit confirmer que : <ul style="list-style-type: none"> • L'intervention projetée n'agira pas comme facteur de déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents • L'intervention projetée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés 	L'expertise doit confirmer que : <ul style="list-style-type: none"> • À la suite du lotissement, la construction de bâtiments ou l'usage projeté pourra se faire de manière sécuritaire à l'intérieur de chacun des lots concernés 	L'expertise doit confirmer que : <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux proposés protégeront l'intervention projetée ou le bien existant d'un glissement de terrain ou de ses débris • L'ensemble des travaux n'agira pas comme facteur déclencheur d'un glissement de terrain en déstabilisant le site et les terrains adjacents • L'ensemble des travaux n'agira pas comme facteur aggravant, en diminuant indûment les coefficients de sécurité des talus concernés
RECOMMANDATIONS			
L'expertise doit faire état des recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Si nécessaire, les travaux de protection contre les glissements de terrain à mettre en place (si des travaux de protection contre les 		L'expertise doit faire état des recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Les méthodes de travail et la période d'exécution afin d'assurer la sécurité des 	

<p>glissements de terrain sont proposés, ceux-ci doivent faire l'objet d'une expertise géotechnique répondant aux exigences de la famille 4)</p> <ul style="list-style-type: none">• Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site	<p>travailleurs et de ne pas déstabiliser le site durant les travaux</p> <ul style="list-style-type: none">• Les précautions à prendre afin de ne pas déstabiliser le site pendant et après les travaux• Les travaux d'entretien à planifier dans le cas de mesures de protection passives <p>Les travaux de protection contre les glissements de terrain doivent faire l'objet d'un certificat de conformité à la suite de leur réalisation</p>
<p>NOTE : pour la réalisation des expertises géotechniques, des lignes directrices destinées aux ingénieurs sont énoncés aux documents d'accompagnement sur le cadre normatif</p>	
<p>VALIDITÉ DE L'EXPERTISE</p> <p>Pour être valide, l'expertise géotechnique doit avoir été effectuée après l'entrée en vigueur de la réglementation intégrant le cadre normatif gouvernemental</p> <p>L'expertise est valable pour la durée suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un (1) an après sa production pour les travaux de protection contre les glissements de terrain situés en bordure d'un cours d'eau• Cinq (5) ans après sa production pour toutes les autres interventions <p>Dans le cas où la réalisation d'une intervention (ex : la construction d'un bâtiment) est conditionnelle à la réalisation des travaux de protection contre les glissements de terrains, les travaux et l'autre intervention projetée doivent faire l'objet de deux (2) permis distincts. Ceci vise à s'assurer que la réalisation des travaux de protection contre les glissements précède la réalisation des autres interventions. De plus, un certificat de conformité doit être émis par l'ingénieur à la suite de la réalisation des travaux de protection contre les glissements de terrain.</p>	

SECTION 4 **DISPOSITIONS RELATIVES AUX CERTIFICATS
D'OCCUPATION**

ARTICLE 39 **CERTIFICAT D'OCCUPATION COMMERCIALE**

Pour une demande de certificat d'occupation commerciale, un formulaire de demande de certificat d'occupation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom et adresse du requérant ou de son représentant;
- 2) l'adresse du local commercial qui sera occupé;
- 3) l'enregistrement de la raison sociale;
- 4) une copie de l'entente de location du local entre le requérant et le propriétaire du bâtiment où s'exercera l'usage;
- 5) le nombre d'employés;
- 6) un plan d'aménagement du local;
- 7) une copie du certificat de localisation;
- 8) un plan d'aménagement des cases de stationnement.

ARTICLE 40 **CERTIFICAT D'OCCUPATION D'UN LOGEMENT
SUPPLÉMENTAIRE**

Pour une demande de certificat d'occupation d'un logement supplémentaire, un formulaire de demande de certificat d'occupation doit être rempli et doit comprendre les renseignements et documents suivants :

- 1) le nom, prénom et adresse du requérant ou de son représentant;
- 2) l'adresse de la propriété faisant l'objet de la demande;
- 3) une preuve du lien de parenté avec le propriétaire de l'immeuble;
- 4) un plan d'aménagement du logement;
- 5) un plan de réintégration du logement au bâtiment principal advenant la cessation de l'occupation du logement supplémentaire;
- 6) une copie du certificat de localisation.

CHAPITRE 4 CONDITIONS D'ÉMISSION DES PERMIS ET CERTIFICATS

ARTICLE 41 PERMIS DE LOTISSEMENT

Le Service de l'urbanisme ne peut émettre un permis de lotissement que si :

- 1) la demande est conforme aux dispositions des règlements d'urbanisme;
- 2) le coût du permis requis est payé;
- 3) toute taxe municipale exigible et impayée à l'égard de tout immeuble compris dans le plan est payé;
- 4) le propriétaire s'est engagé auprès de la Ville à céder gratuitement la superficie de terrain ou à verser la somme d'argent nécessaire pour fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels, conformément aux exigences du règlement de lotissement en vigueur;
- 5) dans le cas de cession de voies de circulation, le propriétaire s'est engagé à céder gratuitement à la Ville, l'assiette de toute voie de circulation, conformément aux exigences du règlement de lotissement en vigueur;
- 6) l'opération cadastrale n'a pas pour effet de rendre un lot existant non conforme quant aux dimensions et à la superficie exigées en vertu du règlement de lotissement en vigueur;
- 7) l'opération cadastrale n'a pas pour effet d'aggraver la dérogation d'un lot dérogatoire existant;
- 8) l'opération cadastrale n'a pas pour effet de rendre une construction ou un usage, dérogatoire au règlement de zonage en vigueur.

ARTICLE 42 PERMIS DE CONSTRUCTION

Le Service de l'urbanisme ne peut émettre un permis de construction que si :

- 1) la demande est conforme aux dispositions des règlements d'urbanisme;
- 2) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;
- 3) le terrain sur lequel est érigée une construction principale forme un seul lot distinct par lot originaire sur les plans officiels du cadastre.

Le terrain sur lequel est érigé un garage, une serre ou une installation septique forme avec la construction principale, un seul lot distinct par lot originaire sur les plans officiels du cadastre.

Une habitation sur un terrain affecté par une exploitation agricole, une maison mobile implantée dans un parc de maisons mobiles ainsi qu'un terrain sur lequel est érigé toute autre construction accessoire ou temporaire ne sont pas assujettis à cette norme de lot distinct;

- 4) les dimensions minimales de terrain requises par le règlement de lotissement sont respectées sans que le requérant loue une partie d'un terrain adjacent;
- 5) les services d'aqueduc et d'égout ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de la loi doivent être établis sur la rue en bordure de laquelle la nouvelle construction est projetée ou le règlement décrétant leur installation doit être en vigueur.

Si le terrain est situé dans un territoire à l'extérieur du périmètre d'urbanisation, les moyens d'alimentation en eau potable et l'installation septique de la construction à être érigée sur le terrain doivent être conformes à la **Loi sur la qualité de l'environnement** (L.R.Q., c. Q-2) et aux règlements édictés sous son empire.

Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments et équipements requis pour les réseaux de transport d'énergie et de télécommunication ainsi qu'aux bâtiments agricoles autres qu'une résidence construite à des fins agricoles;

- 6) le terrain sur lequel est érigé la construction projetée soit adjacent à :
 - a) une rue publique existante ou;
 - b) une rue publique où le règlement décrétant les services municipaux ou la fondation de rue est en vigueur ou;
 - c) une rue publique où il y a entente écrite entre un promoteur et la Ville pour effectuer la fondation de rue ou;
 - d) une rue privée existante avant le 9 avril 1992.

Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments et équipements requis pour les réseaux de transport d'énergie et de télécommunication.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à des fins agricoles. Toutefois, une résidence construite à des fins agricoles n'est pas exemptée de l'obligation visée au paragraphe 5).

Cette exigence n'est pas requise dans le cas de terrains situés sur une île où il serait impossible d'y aménager une rue. Dans un tel cas, les terrains doivent avoir front sur le cours d'eau ou le lac.

- 7) le terrain sur lequel est implantée une nouvelle construction est desservi par le réseau de transmission d'électricité d'Hydro-Québec;
- 8) les ouvrages d'atténuation prévus à l'article 1380 du règlement de zonage no. 300 ont été réalisés et qu'ils sont conformes aux mesures d'atténuation prévues dans le document soumis en vertu du présent règlement;
- 9) dans le cas d'un bâtiment d'une unité d'élevage porcin, les superficies maximales de plancher pour l'ensemble du territoire de la Ville sont respectées (contingemment);
- 10) le tarif pour l'obtention du permis a été payé.

ARTICLE 43

CERTIFICAT D'AUTORISATION

Le Service de l'urbanisme ne peut émettre un certificat d'autorisation que si :

- 1) la demande est conforme aux dispositions des règlements d'urbanisme;
- 2) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;
- 3) dans le cas spécifique d'une demande de certificat d'autorisation pour une enseigne d'identification, le commerce auquel elle se rattache doit avoir obtenu tous les permis et certificats exigés par les paliers de gouvernements supérieurs;
- 4) le tarif pour l'obtention du certificat d'autorisation a été payé.

ARTICLE 44

CERTIFICAT D'OCCUPATION

Le Service de l'urbanisme ne peut émettre un certificat d'occupation que si :

- 1) la demande est conforme aux dispositions des règlements d'urbanisme;
- 2) la demande est accompagnée de tous les plans et documents exigés par le présent règlement;

- 3) le terrain est aménagé de façon à respecter les normes de drainage du règlement de zonage en vigueur;
- 4) dans le cas d'une demande de certificat d'occupation commerciale, l'aménagement intérieur du local doit être complété de manière conforme aux règlements d'urbanisme. À cet effet, le local doit avoir fait l'objet d'une inspection par l'autorité compétente.
- 5) le tarif pour l'obtention du certificat d'occupation a été payé.

CHAPITRE 5 **DÉLAI DE DÉLIVRANCE, DURÉE DE VALIDITÉ ET NULLITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS**

ARTICLE 45 DÉLAI DE DÉLIVRANCE

Le délai de délivrance d'un permis ou certificat varie selon la nature du permis ou certificat. Par ailleurs, ce délai de délivrance peut être prolongé lorsque des circonstances particulières l'imposent. Dans un tel contexte, le requérant devra être avisé des motifs sous-jacents au prolongement nécessaire du délai.

Pour un permis de lotissement, le délai de délivrance est établi à 60 jours.

Pour un permis de construction ou un certificat d'autorisation autre que pour une activité temporaire, le délai de délivrance est établi à 30 jours.

Pour un certificat d'occupation aucun délai de délivrance n'est arrêté.

Dans le cas où l'autorité compétence refuse d'émettre un permis ou certificat, elle doit faire connaître sa décision par écrit en la motivant, dans un délai de 30 jours.

Ces délais ne s'appliquent seulement et uniquement qu'à partir du moment où le dossier de la demande est complet.

ARTICLE 46 DURÉE DE VALIDITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS

Un permis de construction pour un bâtiment principal est valable pour une période de 12 mois consécutifs à partir de sa date d'émission. Ce permis pourra toutefois être renouvelé une fois mais sa durée de validité sera alors d'un maximum de 6 mois consécutifs suivant sa date d'émission.

Les permis et certificats suivant sont valides pour une période de 3 mois :

- 1) rénovation de moins de 5 000.00 \$;
- 2) piscine hors terre et creusée;
- 3) installations septiques;
- 4) patio, galerie et équivalent;
- 5) construction, installation et modification de toute affiche, panneau-réclame ou enseigne;
- 6) installer une clôture;
- 7) aménager un stationnement;
- 8) ouvrage dans la bande protection riveraine ou sur le littoral des cours d'eau.

Toutefois, ils pourront être renouvelés une seule fois avec une durée de validité maximale de 1 mois consécutif suivant sa date d'émission.

Les permis et certificats suivant sont valides pour une période de 1 mois :

- 1) excavation du sol et tous travaux de déblai ou de remblai;
- 2) déplacement ou démolition d'une construction ou partie de celle-ci;
- 3) branchement ou débranchement d'une propriété à l'aqueduc ou à l'égout.

Toutefois, ils pourront être renouvelés une fois mais avec une durée de validité maximale de 1 mois consécutif suivant sa date d'émission

Tout autre permis de construction ainsi qu'un certificat d'autorisation autre que pour un usage temporaire, est valable pour une période de 6 mois consécutifs à partir de sa date d'émission. Un tel permis ou certificat d'autorisation pourra toutefois être renouvelé une fois mais sa durée de validité sera alors d'un maximum de 3 mois consécutifs suivant sa date d'émission.

La durée de validité d'un certificat d'autorisation pour un usage temporaire peut varier en fonction de la nature de la demande. La période de validité est alors fixée par le service de l'urbanisme qui déterminera également l'opportunité de renouveler le certificat s'il y a lieu.

La durée de validité d'un certificat d'occupation est de 12 mois à moins d'être spécifié autrement lors de l'émission du certificat.

La construction doit débuter dans les 6 mois qui suivent la date d'émission du permis.

L'extérieur du bâtiment doit être fini conformément aux plans soumis et ceci dans l'année qui suit l'émission du permis, sinon le permis de construction devient invalide.

ARTICLE 47

CAS DE NULLITÉ D'UN PERMIS OU D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION

Un permis de lotissement devient nul et non avenue si le plan de l'opération cadastrale n'est pas enregistré au ministère de l'Énergie et des Ressources dans les 6 mois suivant sa délivrance. Le requérant doit alors en aviser le service de l'urbanisme et doit soumettre une nouvelle demande de permis de lotissement s'il désire enregistrer l'opération cadastrale.

Un permis de construction pour un bâtiment principal devient nul et non avenue si les travaux n'ont pas débuté dans un délai de 6 mois à compter de son émission. Toute interruption des travaux durant une période de plus de 6 mois conduira automatiquement à l'annulation du permis.

Tout autre permis de construction ainsi que tout certificat d'autorisation autre que pour un usage temporaire devient nul et non avenue si les travaux n'ont pas débuté dans un délai de 3 mois à compter de son émission. Toute interruption des travaux durant une période de plus de 3 mois conduira automatiquement à l'annulation du permis ou certificat d'autorisation.

Un permis ou certificat d'autorisation devient nul et non avenue lorsqu'il appert que ce permis ou certificat aurait été émis à la suite de la présentation de documents erronés, d'une fausse déclaration ou de fausse représentation.

CHAPITRE 6 **TARIFICATION**

ARTICLE 48 **TARIFS DES PERMIS ET CERTIFICATS**

Les frais relatifs à l'étude d'une demande de permis de lotissement résidentiel sont établis à 100.00 \$ de base et 50.00 \$ par lot. Les rues et les parcs cédés à la Ville sont exclus de ces frais.

Les frais relatifs à l'étude d'une demande de permis de lotissement autre que résidentiel sont établis selon le tableau suivant :

Pour l'étude du projet de lotissement :	200 \$
Par terrain cadastré de 500 m ² et moins en excluant les rues et les parcs cédés à la Ville :	0.50 \$ le m ² pour un maximum de 100 \$
Par terrain cadastré de 500 m ² à 3 000 m ² en excluant les rues et les parcs cédés à la Ville :	0.25 \$ le m ² pour un maximum de 200 \$
Par terrain cadastré de 3 000 m ² et plus en excluant les rues et les parcs cédés à la Ville :	0.10 \$ le m ² pour un maximum de 400 \$

Dans le cas de lotissement de résidence pour fins agricoles sur une terre en culture, le maximum est de 50.00 \$ par terrain à construire. Les frais d'étude de 100.00 \$ sont applicables.

Les frais relatifs à l'étude d'une demande de permis de construction ou de certificat d'autorisation sont établis dans le tableau qui suit, à savoir :

Tableau des tarifs des permis et certificats

TYPE DE CONSTRUCTION ET OUVRAGES	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
BATIMENT PRINCIPAL, RESIDENTIEL			
- Nouvelle construction par unité de logement	275\$		
Maison mobile	150\$		
- Transformation, réparation et rénovation	55\$		
- Agrandissement	55\$ + 2,50\$/m ²		
BATIMENT PRINCIPAL, COMMERCIAL, INDUSTRIEL, PUBLIC OU AGRICOLE			
- La nouvelle construction, la transformation, la réparation, la rénovation, et l'agrandissement des bâtiments principaux d'usage commercial, industriel ou public.	100\$ + 5\$ par tranche de 1000\$ de la valeur estimée des travaux pour un maximum de 3000\$		
- La nouvelle construction, la transformation, la rénovation ou l'agrandissement des bâtiments d'usage agricole.	75\$ + 5\$ par tranche de 1000\$ de la valeur estimée des travaux pour un maximum de 500\$		
- La construction, la transformation, l'agrandissement ou l'addition d'un bâtiment accessoire autre qu'un bâtiment agricole.	75\$		
- La construction, la transformation, l'agrandissement ou l'addition d'un bâtiment temporaire.	50 \$		

TYPE DE CONSTRUCTION ET OUVRAGES	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
CONSTRUCTION ACCESSOIRE			
- Garage isolé	90 \$		
- Abri d'auto	35 \$		
- Remise	35 \$		
- Entrepôt ou atelier industriel	5 \$/1000 \$ de valeur estimée des travaux, maximum 3000 \$		
- Serre	35 \$		
- Pavillon		35 \$	
- Poulailler urbain Aj. R. URB-303.2, a. 2.1		20 \$	
- Guichet			*
- Îlot pompe à essence, gaz naturel ou propane		*	
- Foyer extérieur			*
- Conteneur à déchets			*
- Piscine creusée	110 \$		
- Piscine hors-terre, piscine démontable ou spa		50 \$	
EQUIPEMENT ACCESSOIRE			
- Thermopompe et autre appareil de même nature		25 \$	
- Antenne			*
- Capteur énergétique			*
- Clôture ou muret		35 \$	
- Haie		35 \$	
- Équipement de jeux			*
- Objet d'architecture du paysage			*
- Patio, terrasse, balcon, perron ou galerie		35 \$	
USAGE, CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT TEMPORAIRE			
- Abri d'auto temporaire			*
- Tambour		35 \$	
- Clôture à neige			*
- Vente d'arbre de Noël		250 \$/année par emplacement	

TYPE DE CONSTRUCTION ET OUVRAGES	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
- Vente de fleurs		250 \$/année par emplacement	
- Vente de produits agricoles		250 \$/année par emplacement	
- Vente de produits agricoles au même emplacement que la culture des produits			*
-			
AUTRES TRAVAUX			
- Enseigne		55 \$(¹)	
- Panneau réclame		55 \$	
- Aménagement paysager			*
- Ouvrage en zone inondable		75 \$	
- Ouvrage sur la rive ou le littoral		75 \$	
- Déblai-remblai		30 \$	
- Installation septique	165 \$		
- Démolir une construction principale		750\$ Mod. URB-303.3a.3.1	
- Démolir une construction accessoire		35\$	
- Transport d'un bâtiment		100\$	
- Usage de la voie publique durant des travaux		U 40\$ +dépôt 500\$	
- Branchement à l'égout ou à l'aqueduc pour un usage résidentiel		Résidentiel : 165\$/service Autre que résidentiel : 250\$/service	
- Débranchement à l'égout et/ou aqueduc		40\$/service	
- Aire de stationnement		Résidentiel : 35\$ Autre que résidentiel : 75\$	

TYPE DE CONSTRUCTION ET OUVRAGES	PERMIS	CERTIFICAT	AUCUN
- Drainage des eaux de ruissellement (remblai de fossé)		Résidentiel : 40\$ Autre que résidentiel : 75\$	
- Abattage d'arbre - (Mais il n'y a aucun frais pour l'abattage d'un arbre lorsque celui-ci est mort ou atteint d'une maladie.) Mod. R. URB-303.1 a. 1		10\$/arbre Max. 40\$	
- Tours et équipements de communication		500\$	
- Ouvrages et captage des eaux souterraines		165\$	
- Utilisation d'une borne fontaine à des fins publiques, commerciales ou industrielles seulement		50\$ par jour d'utilisation	
- Arrosage		25\$	
- Colportage, sollicitation et mendicité <i>Voir résolution 6592A-12-2005</i>		Colportage : 250\$/jour Mendicité et sollicitation : gratuit	

- (1) Le coût du certificat d'autorisation pour les enseignes suivantes est de 10\$:
- 1) les enseignes temporaires annonçant un usage saisonnier (vente trottoir, vente d'entrepôt, événement promotionnel, vente d'arbres de Noël, vente de fleurs à l'extérieur, vente saisonnières de fruits et légumes, etc.);
 - 2) les enseignes autorisés pour un usage agricole;
 - 3) les enseignes annonçant l'ouverture d'un nouveau commerce, un changement de propriétaire ou la réouverture d'un commerce à la suite de réparations, rénovations ou agrandissement.

Dans le cas d'un certificat d'occupation commerciale, le tarif exigé est fixé à 125.00 \$.

Dans le cas d'un certificat d'occupation d'un logement supplémentaire, le tarif exigé est fixé à 125.00\$.

Dans le cas d'un renouvellement de permis de construction ou d'un certificat d'autorisation, le tarif exigé est fixé selon le tarif prévu au présent règlement.

La Ville se réserve le droit d'ajuster le coût du permis ou du certificat suite à l'évaluation municipale des travaux réalisés.

ARTICLE 49

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

(s) Robert Sauvé

Robert Sauvé
Maire

(s) Claire Blais

Claire Blais
Greffière